

AUJOURD'HUI**Éditorial**

La mésentente actuelle entre MM. Parizeau et Bourassa n'est pas une petite bouillie pour les chats. Elle est un morceau de choix qui réveille, même chez les plus doux des adversaires, des instincts de faucons, écrit Lise Bissonnette. **Page 10**

Idées

Sous prétexte d'harmoniser, on élimine la riche diversité des quartiers de Montréal. Il faut repenser le plan du centre de Montréal, écrit Dinu Bumbaru, le directeur général de Héritage Montréal. **Page 11**

**Le violon d'août**

Ajay Hoffer, 6 ans, de Montréal, fait vibrer son violon sur les pelouses du campus Loyola. Il y apprend la musique à l'école Suzuki, où sont inscrits 200 enfants. **Page 9**

Échec entre l'Irak et le Koweït

Les représentants de l'Irak et du Koweït, réunis hier à Djeddah pour des négociations dans leur conflit financier et pétrolier, se sont laissés sur un constat d'échec, alors que Bagdad massait des troupes à la frontière. **Page 4**

Aide US à l'URSS

Discrets sur le conflit afghan, James Baker et Edouard Chevardnadze, réunis en Sibirie, ont toutefois annoncé hier que l'aide économique américaine à l'URSS avait été discutée, et les progrès sur la question étaient réels. **Page 4**

Malentendu dissipé à Pretoria

La rencontre « cordiale » d'hier entre Nelson Mandela et le président sud-africain Frederik de Klerk a fait baisser la tension politique observée dans le pays au cours des derniers jours. Elle était le fait d'un « malentendu », a-t-on déclaré hier. **Page 4**

Acier : une grève qui profite aux US

Pour peu qu'elle se prolonge, la grève déclenchée hier dans le secteur de l'acier au Canada pourrait permettre aux aciéries américaines d'augmenter leur part de marché. **Page 5**

Duceppe devenu l'homme à battre

Le candidat du Bloc québécois dans Laurier/Sainte-Marie, Gilles Duceppe, est maintenant considéré par ses adversaires comme l'homme à battre maintenant qu'il a l'appui des forces nationalistes et souverainistes du Québec. **Page 2**

La loi 37 aura la vie difficile

Une concertation de 35 organismes a bien l'intention de contester les nouvelles normes de la loi 37 qui révisé à la baisse les prestations de 79 000 assistés sociaux du Québec. **Page 3**

Les jeunes libéraux réclament la pleine autonomie du Québec

Isabelle Paré

AU CONGRÈS qui réunira plus de 1000 jeunes libéraux les 10, 11 et 12 août prochains, la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec dévoilera une proposition-choc en matière constitutionnelle, réclamant la

pleine autonomie politique du Québec.

Premiers à relancer le discours sur l'avenir du Québec au sein du PLQ depuis l'échec de Meech, les jeunes libéraux déposeront ce document de réflexion sur le sort constitutionnel ébauché au terme de semaines de consultations auprès des jeunes militants de partout à travers

la province.

Le cœur de ce document sera une déclaration réclamant la pleine autonomie politique pour le Québec, comme l'explique M. Michel Bissonnette, président de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec. « Nous allons proposer une structure claire, énumérant la série de pouvoirs dont le Québec a besoin

pour réaliser sa pleine autonomie politique. Une structure qui permet toutefois de concilier les besoins du Québec avec l'économie canadienne », a-t-il confié au DEVOIR. Inspirée du modèle européen, cher à M. Bourassa, la proposition des jeunes libéraux prône l'établissement d'un forum supra-national qui verrait à gérer les politiques économiques

du Québec et du reste du Canada. « Si nous croyons à un Québec autonome, nous pensons aussi que nos économies sont à ce point interreliées que si le reste de l'économie canadienne tombe, elle nous entraînera dans sa chute. C'est pourquoi nous proposons une structure qui assurerait la coordination de certaines

Voix page 12 : Jeunes libéraux

Châteauguay n'en peut plus

10 000 citoyens crient leur colère aux élus

Rolande Parent de la Presse Canadienne

CHATEAUGUAY — Ils sont venus environ 10 000 pour exprimer leur exaspération en ce 22e jour du blocage du pont Mercier, hier soir à Châteauguay, des jeunes couples avec des enfants, des plus âgés qui se sont rassemblés devant la mairie. À certains moments, l'excitation était à son comble. Les gens criaient, hurlaient et vociféraient. On demandait la démission des premiers ministres Robert Bourassa et Brian Mulroney ainsi que du maire de Châteauguay, Jean-Bosco Bourcier.

À 22h, ce dernier ne s'était toujours pas montré le bout du nez même si les manifestants le réclamaient à grand cri. La rumeur courait qu'il était allé jouer au golf en après-midi et qu'il était pris dans la circulation dans le village voisin de Saint-Isidore.

Le député conservateur de l'endroit Ricardo Lopez a pris la parole

pour dénoncer l'inertie des gouvernements, mais dans la foule une voix forte, insistante, lui a demandé : « et toi qu'est-ce que tu fais pendant ce temps-là. »

Le député Lopez, qui a rappelé que le premier ministre Bourassa avait fait venir l'armée en 1970 et fait arrêter 450 innocents, s'est demandé ce qui le fait tant hésiter cette fois-ci.

Dans la foule, quelqu'un lui a lancé : « où est ton chef ? »

La fin de son discours a été perturbée par la voix vocifératrice d'un costaud déterminé qui cherchait des volontaires pour occuper le pont Champlain de façon à forcer le gouvernement à agir dès maintenant.

Dans la plupart des cas, les pancartes s'en prenaient au premier ministre Bourassa et réclamaient l'intervention de l'armée. Sur l'une d'entre elles on pouvait lire : « 22eme jour, 22 millions, 22eme régiment ».

Cela fait exactement 22 jours que le pont Mercier est bloqué par les Mohawks de la réserve de Kahnawake.

Voix page 12 : Châteauguay

Bourassa convoque les chefs des Premières Nations

Michel Venne de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Une rencontre au sommet entre M. Robert Bourassa et les chefs des Premières Nations doit avoir lieu cet après-midi au bureau du premier ministre à Québec.

La rencontre a lieu à la demande du premier ministre qui cherche désespérément un moyen d'en arriver à un dénouement rapide et pacifique de la crise amérindienne d'Oka, qui entre dans sa quatrième semaine.

M. Bourassa essaiera de convaincre les chefs d'intercéder auprès de leurs frères mohawks pour qu'ils acceptent de défaire les barricades et de reprendre les négociations, conformément à l'offre globale déposée vendredi par le ministre délégué aux

Affaires autochtones, M. John Ciacia.

Le premier ministre tentera notamment de les sensibiliser aux inconvénients que subissent les citoyens non autochtones des municipalités d'Oka et de Châteauguay depuis le début du conflit, a indiqué son attachée de presse, Mme Sylvie Godin.

En conférence de presse, il y a quinze jours, M. Bourassa avait déclaré que les Amérindiens n'aideraient certainement pas leur cause en laissant se prolonger une situation qui provoque autant d'inconvénients pour la population locale.

Le chef des chefs pour le Québec, le Huron Konrad Sioui, qui a eu maille à partir avec M. Bourassa au cours des dernières semaines à

Voix page 12 : Bourassa

Les ministres sont satisfaits de leurs hauts fonctionnaires

Gilles Lesage de notre Bureau de Québec

LES MINISTRES sont en général satisfaits de leurs hauts fonctionnaires, dans une proportion de 80 %. Pour un tandem ministre/sous-ministre conflictuel, il y a quatre tandems harmonieux.

Les tandems conflictuels naissent le plus souvent d'une lutte de pouvoir, assortie d'une divergence de fond touchant la politique du ministère. Le ministre en vient à la conclusion que le sous-ministre bloque ses projets afin de défendre la bureaucratie.

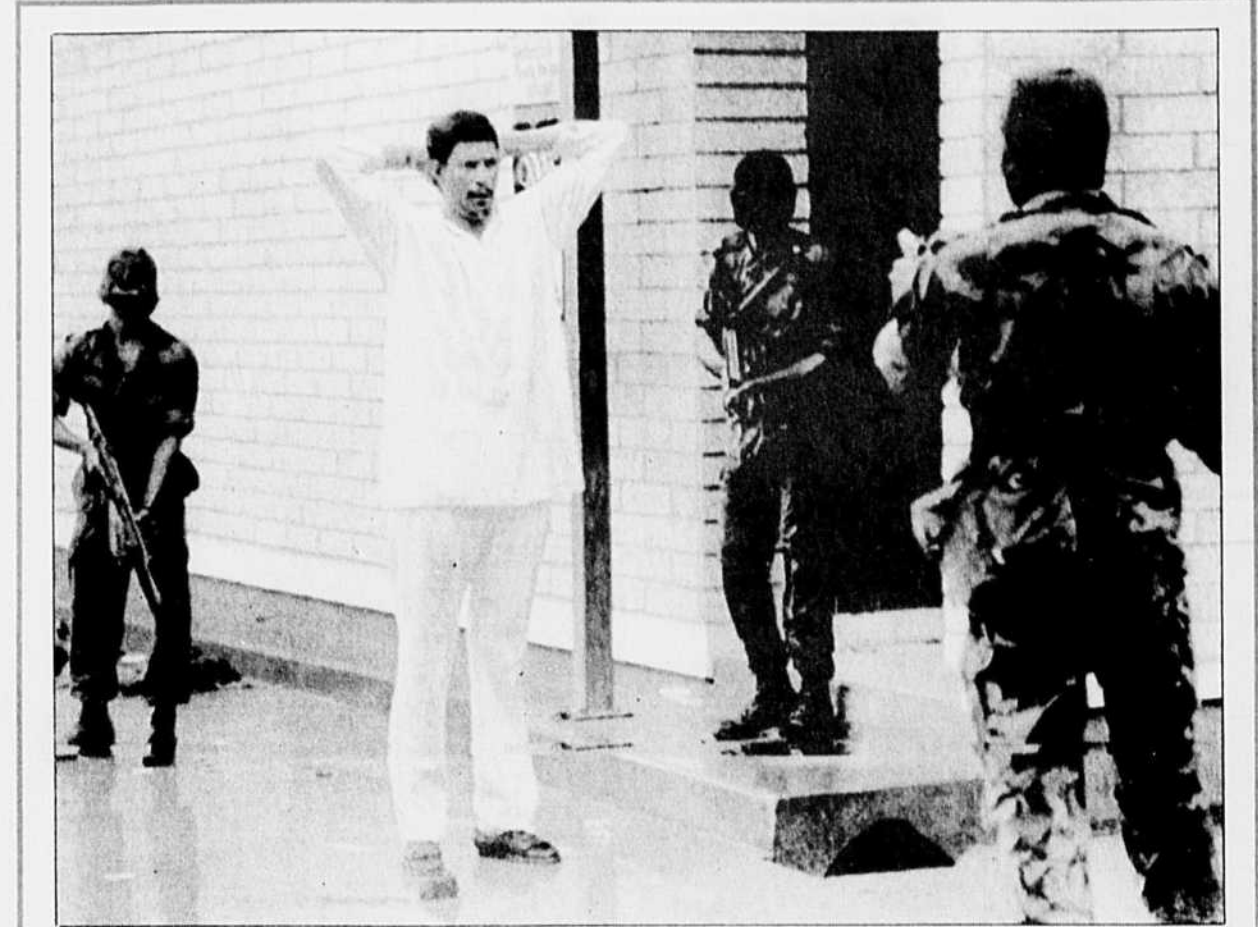
La politique partisane n'est pas une cause fréquente de conflit. Bien des sous-ministres nommés sous le gouvernement (libéral) précédent ont donné pleine satisfaction à leurs

nouveaux ministres péquistes, entre 1976 et 1985 (11 tandems sur 14).

La perception que le ministre a de son haut fonctionnaire est en général bien meilleure que celle qu'il se fait de la haute fonction publique en général.

Telles sont quatre des neuf hypothèses ou propositions qui ressortent du cas du gouvernement du Parti québécois, tel qu'étudié par les politologues et professeurs Jacques Bourgault, de l'Université du Québec à Montréal, et Stéphane Dion, de l'Université de Montréal. Portant la date d'avril dernier, cette étude que résume LE DEVOIR rend compte d'une série d'entrevues auprès de 20 ministres péquistes. Au total, ils se sont déclarés satisfaits de leur sous-ministre dans 43 cas et insatisfaits dans 10 cas, ce qui donne un taux de satisfaction de 81 %.

La proposition voulant que la poli-



Les mains derrière la nuque, le chef des rebelles de Port of Spain, Yasin Abu Bakr, s'est finalement rendu, hier, devant l'immeuble de la télévision nationale.

Les rebelles de Trinidad se rendent et libèrent les otages

d'après AFP et Reuter

PORT OF SPAIN — Les rebelles noirs musulmans qui ont tenté de renverser le gouvernement de Trinidad et Tobago, ont libéré hier, sous une pluie battante, les otages qu'ils détenaient depuis cinq jours et se sont rendus.

Un porte-parole de l'armée a déclaré que les 120 insurgés qui

avaient pris part au coup de force avaient été arrêtés et que les 43 otages qu'ils détenaient dans le Parlement et le bâtiment de la télévision nationale, avaient été relâchés.

Le chef des rebelles, Yasin Abu Bakr, un ancien policier ayant étudié à Toronto, a été le premier à se rendre. Vêtu de blanc, il est

sorti de la télévision en brandissant son fusil d'assaut au-dessus de sa tête. Il a déposé son arme sous les yeux de soldats nerveux qui le tenaient en joue.

D'autres soldats ont aidé les otages libérés à monter à bord d'autobus, tandis que 70 partisans d'Abu Bakr sortaient à sa suite, un

Voix page 12 : Rebelles

La crise autochtone jette dans l'ombre la commission sur l'avenir du Québec

Guy Coulombe sur la liste des candidats à la présidence

Gilles Lesage de notre Bureau de Québec

LA CRISE sans précédent provoquée par les barricades des Mohawks à Oka, depuis plus de trois semaines, a toutes sortes d'effets sur le gouvernement et l'appareil adminis-

tratif. Entre autres, celui-ci : la commission parlementaire, mixte et itinérante, que l'on souhaite mettre sur pied pour cerner l'avenir constitutionnel du Québec, est encore dans les limbes.

Non seulement le temps et l'énergie du premier ministre et de ses principaux collaborateurs sont-ils ac-

caparés par les ramifications et l'extrême complexité de la crise autochtone, mais plusieurs ont dû renoncer à leurs vacances. À commencer par M. Robert Bourassa lui-même.

Aussi, le ministre délégué aux Affaires autochtones a raté une délégation en URSS qu'il était censé pré-

Voix page 12 : Commission

L'Irak attaque le Koweït

KOWEÏT (AFP, Reuter) - Les forces irakiennes ont pénétré en territoire koweïtien et y occupent au moins deux postes frontalières, ont rapporté tard hier soir des diplomates occidentaux en poste à Koweït. Des explosions qui ont duré plusieurs minutes ont été entendues à Koweït après le survol du pays par quatre avions non identifiés avant l'aube.

L'intervention irakienne se

Voix page 12 : Irak

CAHIER SPÉCIAL

L'ÉDUCATION

PARUTION LE 17 AOÛT DANS LE DEVOIR

- La démocratie en éducation
- Le défi de la pluriethnicité
- La bataille des frais de scolarité
- La coopération internationale

Réservation publicitaire: 842-9645
 Date limite: 10 août

Ottawa reprendra les pourparlers avec Oka sur l'achat des terrains

Caroline Montpetit

LE MINISTÈRE fédéral des Affaires indiennes a signifié à la municipalité d'Oka que son offre d'achat de 1,3 million \$ pour le terrain de 67 acres revendiqué par les Indiens, où la municipalité planifiait le prolongement d'un terrain de golf, n'était plus valide à partir de 13 heures hier.

Les pourparlers entre le ministère fédéral des Affaires indiennes et le maire d'Oka se poursuivent toutefois sur la question.

« Je suis en train d'écrire à la municipalité d'Oka que l'offre est périmée. Mais nous allons reprendre les pourparlers du début avec la municipalité », a déclaré M. Frank Vianney, directeur général du ministère fédéral des Affaires indiennes pour la région du Québec.

D'autre part, la ministre d'État des Affaires indiennes et du Grand-Nord, Mme Shirley Martin, a déclaré qu'elle trouvait « regrettable mais compréhensible » la décision du conseil municipal d'Oka. Mme Martin a ajouté que le gouvernement fédéral et la municipalité seraient bientôt en mesure de compléter la transaction.

L'offre du gouvernement fédéral, qui comportait également l'allocation d'une somme de 2,5 millions \$ en dédommagement pour les pertes reliées à l'abandon du projet pour la municipalité, a été massivement rejetée mardi par le conseil municipal d'Oka. Les citoyens ont préféré attendre que les barricades des Mohawks soient levées et que les Warriors soient désarmés avant de céder quoi que ce soit au gouvernement fédéral.

L'entente conclue entre le gouvernement fédéral et le propriétaire français Maurice-Maxime Rousseau, prévoyant le rachat, pour la somme de 1,4 million, de 30 acres de terrain adjacents à ceux de la municipalité est toutefois encore valide.

« Nous comprenons la rage des citoyens d'Oka et nous poursuivons les discussions avec le maire, a déclaré M. Frank Vianney. Mais ce refus fait dévier le cours des négociations. Les barricades ont été érigées par les Mohawks en premier lieu pour empêcher le développement du golf. Nous tentions de régler le problème initial des barricades en leur achetant le terrain. Si la municipalité refuse de céder le terrain avant que les barricades ne soient levées, cela renverse le problème ».

M. Vianney ajoute que la question du désarmement des Mo-

hawks et de la levée des barricades est entièrement entre les mains du ministre québécois délégué aux Affaires autochtones, M. John Ciaccia.

Ce dernier n'était pas disponible hier pour commenter le refus de la municipalité de céder son terrain.

Les négociations étaient d'ailleurs toujours suspendues hier entre la table de négociations des Mohawks de Kanesatake et le ministre John Ciaccia.

« Nous attendons toujours une réponse du ministre quant à la libre circulation de la nourriture. M. Ciaccia dit que la situation a été normalisée, mais il y a encore des cargaisons qui nous sont refusées », déclare Denise Tewateriokoha, du bureau de négociations de Kanesatake.

Par ailleurs, trois journalistes qui s'étaient rendus à Kanesatake ont été expulsés, hier, des barricades érigées par les Warriors.

Le journaliste Jeff Heinrich, du journal *The Gazette*, a été expulsé le premier. C'est la troisième fois au moins que le journal *The Gazette* se fait refuser l'accès à la couverture des activités des Warriors depuis un an.

« Nous avons été très critiqués des activités des Warriors. Nous leur avons posé des questions sur leurs liens avec le trafic des cigarettes, avec les bigos et les casinos. Je crois qu'ils ne sont pas satisfaits de notre couverture », commente Ray Brassard, rédacteur-gérant adjoint du journal anglophone de Montréal.

Les deux autres journalistes, Sylvain Drapeau, de la télévision Quatre Saisons, et le journaliste de Télé-Métropole, Alain Gravel, ont été expulsés par les Warriors après avoir fait circuler une pétition dénonçant l'expulsion du journaliste de *The Gazette*, et réclamant pour les journalistes l'accès à l'ensemble du territoire de la communauté mohawk.

Les journalistes admis derrière les barricades de Kanesatake ont été jusqu'à présent confinés à un petit territoire occupé par les Warriors entre deux barricades. Ils demandaient hier de faire des entrevues avec toute personne du village amérindien qui désire les rencontrer.

« Je crois qu'il est très dangereux que des gens, les Warriors, se mettent à refuser l'accès de certains sites aux journalistes, poursuit M. Brassard. Les autres membres de la communauté mohawk continuent de nous parler. Si les Warriors ne sont pas satisfaits de notre couverture de leurs activités, ils doivent le faire savoir publiquement et nous en discuterons ».

◆ Irak

produit au lendemain de l'échec des négociations mercredi à Djeddah en Arabie Saoudite par les deux voisins du Golfe, qu'il oppose un différend territorial et pétrolier.

Au cours des deux dernières semaines l'Irak avait déployé près de la frontière koweïtienne contestée environ 100 000 hommes, appuyés par 300 chars et des équipements d'artillerie.

Mercredi soir, à Washington, un responsable de l'ambassade du Koweït aux États-Unis, M. Faleh Bader, a confirmé que des troupes irakiennes avaient lancé une offensive d'envieure en territoire koweïtien.

« Il est confirmé qu'elles ont franchi la frontière », a-t-il déclaré.

M. Bader n'a pas précisé combien de soldats irakiens avaient franchi la frontière. Aucun commentaire n'a pu être obtenu mercredi soir auprès de l'ambassade irakienne.

◆ Châteauguay

wake, ce qui force notamment les automobilistes de cette région à faire un long détour par le pont Champlain.

Comme l'expliquait un manifestant, Pierre Chevrier, de Châteauguay, qui travaille à Boucherville: « je travaille huit heures et le trajet me prend quatre heures ». A l'instar de beaucoup d'autres, il craint que si le gouvernement n'agit pas, il va y avoir de la violence.

Les barrages policiers mis en place depuis le 11 juillet, jour du raid armé de la Sûreté du Québec à Oka, coûtent aux contribuables la rondellelette somme de un million par jour.

Par ailleurs, il appert que les onze maires de la Municipalité régionale de comté de la Montérégie ont envoyé un message hier après-midi aux premiers ministres Bourassa et Mulroney les avisant que si rien n'était fait d'ici aujourd'hui en fin d'après-midi, ils verraient à bloquer un pont et à organiser un blocus de la réserve.

Les élus s'interrogent également à propos d'un territoire de la région, le Sault-Saint-Louis, qui a été réclamé dans le passé par le chef des Mohawks de Kahnawake, Joe Norton. Ils se demandent si le gouvernement ne s'approprie pas à faire des concessions de ce côté-là.

Les citoyens qui déambulaient dans le centre-ville de Châteauguay — et dont certains portaient des foulards sur le visage à la façon des Mohawks — semblaient en avoir contre les journalistes.

Un comité du Sénat amorce des audiences spéciales sur les problèmes des autochtones

Guy Taillefer de la Presse Canadienne

OTTAWA — À en juger par la crise d'Oka, un Québec souverain traiterait ses autochtones avec autant de paternalisme et de mépris que ne le fait le gouvernement fédéral, soutient l'ancien chef mohawk de Kahnawake, M. Billy Two Rivers.

Un comité sénatorial a ouvert hier des audiences spéciales sur les problèmes autochtones, dans la foulée des événements qui se sont déroulés — et se déroulent toujours — à Kanesatake. Y comparait d'ailleurs aujourd'hui le maire d'Oka, M. Jean Ouellette.

Le comité issu du Sénat à majorité libérale est le second du genre formé par les libéraux en deux semaines

pour étudier les problèmes autochtones. Le premier regroupe des députés libéraux et a été mis sur pied la semaine dernière à l'initiative du nouveau chef Jean Chrétien. Une double initiative qui paraît destinée à diluer la question nationale québécoise parmi les revendications territoriales et autonomistes des autochtones.

M. Two Rivers a dit avoir l'impression qu'Ottawa a démenagé à Québec pendant la crise amérindienne son ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Un démenagement qui n'augure, à son avis, rien de bon pour les autochtones qui habitent en sol québécois.

Il s'est d'ailleurs emporté contre le chef péquiste Jacques Parizeau, qui a qualifié récemment les Warriors de terroristes, l'invitant « à se regarder dans le miroir et à examiner les

événements qui ont donné naissance au PQ ».

Les Mohawks, a-t-il déclaré dans une allusion à la Crise d'octobre 1970, « n'ont jamais tué un ministre ou fait exploser de boîtes postales ».

À Ottawa comme à Québec, les gouvernements sont habilement parvenus, selon lui, à reproduire l'historique cliché en vertu duquel « les Indiens sont des sauvages ».

En plus de l'assimilation sociale à laquelle ils doivent faire face, voilà maintenant que les Mohawks d'Oka doivent subir depuis trois semaines « les pressions de l'assimilation médiatique ».

Il y a eu « invasion » à Kanesatake, quoi qu'en pensent les Blancs, « et nous protéger était le moins que nous puissions faire ».

Au Canada, a-t-il affirmé, les autochtones ont peu d'espoir de récu-

pérer un jour les terres qui leur ont été extorquées, mais ils n'ont pas l'intention de céder à la « société dominante » celles qu'il leur reste.

Les Mohawks de Kanesatake, a dit M. Two Rivers, sont des femmes victimes de viol. Où la personne agressive se retrouve injustement placée dans le rôle de l'agresseur.

Il a ridiculisé les offres faites par Québec pour régler le conflit d'Oka, les qualifiant d'« inintelligentes. Il ne voit en outre, dans l'achat des terres en dispute par Ottawa, qu'un « signe de désinformation et d'incompréhension de la situation ».

En matinée, un ancien de la Longhouse, M. Walter David, était venu dire au comité que le conflit aurait probablement fait plus de morts si les Warriors n'avaient pas été là pour défendre les Mohawks.

INTERNATIONAUX DE TENNIS DU CANADA

Graf, Sabatini et Capriati passent facilement

(PC) — C'est une Steffi Graf apparemment complètement transformée depuis le tournoi de Wimbledon que l'on a retrouvée à Montréal, une jeune femme de 21 ans beaucoup plus sereine... et moins importunée par les cancaniers de la presse internationale.

Depuis sa défaite en demi-finale aux mains de Zina Garrison, elle a subi une opération au nez qui lui a fait le plus grand bien : « J'avais peine à respirer », a-t-elle expliqué.

Mais ce n'est pas le principal la numéro mondiale, qui avait l'habitude de retourner chez elle à chaque occasion, a choisi cette fois de s'éloigner de l'Allemagne et de ses journaux jaunes. À Wimbledon, la presse londonienne avait sévi à son tour

pour étaler à la une et de façon très peu subtile les problèmes matrimoniaux de ses parents.

« À Paris (où elle a été battue en finale par Monica Seles) et à Londres, c'est surtout mentalement que j'ai été affectée », a-t-elle répété.

À la question de savoir si la presse de son pays la harcèle encore, elle a répondu ne pas savoir : « Je n'ai pas idée de ce qui se passe là-bas. Mes épreuves semblent être terminées, mais j'ai passé une période très difficile ».

Elle a d'ailleurs parlé de quitter son pays et elle semble affectionner les États-Unis. Elle était en Floride avant de venir à Montréal et de son propre aveu, elle est en grande forme physique et mentale.

« J'avais tellement hâte de recommencer à jouer », a-t-elle dit après sa victoire facile de 6-1, 6-2 sur la Britannique Monique Javer.

Pour son retour à la compétition, elle a passé outre au tournoi de double, mais elle sera de retour en compagnie de Gabriela Sabatini, avec laquelle elle compose un formidable tandem, pour les Internationaux américains.

Par ailleurs, la nouvelle coqueluche du tennis, l'Américaine Jennifer Capriati, n'a pas eu l'occasion d'impressionner à son tout premier match aux Internationaux de tennis du Canada tant son adversaire était faible.

Surclassée 6-4, 6-0, Lisa Green aurait eu de la peine à battre 'La

Poune' et ce n'est pas pour rien qu'en dépit de sa victoire, Capriati s'accrochait une note de 4 ou 5 sur 10.

Classée 283e au monde (seules les jeunes Canadiennes Suzanne Italiano et Monica Mraz étaient derrière elle parmi les participantes ici), Green, une Américaine de 22 ans, servait comme une joueuse de classe 'B' dans un club de banlieue et il faut mettre les éloges à son endroit de la part de Capriati sur le compte de la diplomatie.

C'est d'ailleurs dans la salle de presse qu'on a pu constater que la première prodige des années 90 apprenait rapidement son métier, répétant déjà des clichés écoulés comme « l'important est de faire de son mieux et de travailler fort ».

Un car de reportage a été malmené. Le journaliste au volant a eu la frousse de sa vie. Il a accéléré pour s'échapper. Il valait mieux ne pas travailler pour une station de télévision de langue anglaise à qui beaucoup de gens semblent en vouloir.

La manifestation d'hier a été organisée par Carole Plante et un policier de la Sûreté du Québec Yvon Poitras. Tous deux étaient resplendissants de voir une telle foule.

◆ Commission

sider, à titre de ministre des Affaires internationales. Inutile de dire que ses vacances sont aussi à l'eau, M. John Ciaccia étant sur le qui-vive presque jour et nuit. Le chef de cabinet, le secrétaire de presse, et d'autres, ont aussi dû annuler ou reporter à une date indéterminée les jours de congé qu'ils avaient prévu.

D'habitude, durant l'été, la séance hebdomadaire du conseil des ministres est brève et sert à expédier des affaires courantes. Depuis un mois, c'est le contraire. C'est le branle-bas des grandes et difficiles occasions. Les séances se prolongent, les ministres responsables, M.M. Ciaccia (Autochtones) et Sam Elkas (Sécurité publique) faisant le point à l'intention de leurs collègues.

Ainsi, hier, il fut longuement question de mesures visant à alléger la tension et les problèmes des communautés en cause, surtout à Oka. Des décisions seront connues aujourd'hui. Rien n'en a transpiré hier.

De plus, le chef de gouvernement a invité les dirigeants de l'Assemblée des premiers ministres - sorte d'ONU des autochtones canadiens - à le rencontrer, non pas à Montréal, mais au siège même du Parlement, à Québec. C'est plus que symbolique. La capitale n'est pas barricadée et est plus paisible.

Dans les circonstances, la commission parlementaire, que l'on espérait ficeler début août, reste dans l'ombre de la crise. « First things first », explique-t-on, ajoutant qu'il n'y a pas de péril en la demeure.

Entretemps, toutefois, le gouvernement et l'opposition restent sur leurs positions quant au choix crucial du président. Les mandataires de M. Bourassa misent encore sur M. Michel Bélanger, ceux de M. Parizeau tenant mordicus à M. Jean Campeau.

Ce sera l'impasse si personne ne démord. On commence aussi à dire que seul un troisième choix pourra probablement tirer tout le monde d'embarras. En ce sens, d'autres noms circulent, notamment celui de M. Claude Béland.

Deux autres noms alimentent depuis peu la rumeur. Celui de M. Guy Coulombe, ancien haut fonctionnaire et ex-président d'Hydro-Québec, et celui du journaliste Claude Beauchamp, qui vient de quitter la direction de Publications Transcontinentales.

Au bureau du premier ministre, aucun commentaire. De toute évidence, la tête est ailleurs, fort préoccupée. Quant à la commission, il faudra bien s'en occuper aussi, mais pas avant la semaine prochaine.

Pour l'heure, à Québec, il n'y en a que pour les Mohawks, Oka et Châteauguay. On se creuse les méninges pour trouver des voies de solution, à partir des sept propositions de M. Ciaccia.

◆ Bourassa

cause de leurs positions divergentes sur l'accord du lac Meech, sera présent. Il n'a pas été possible de savoir qui d'autre avait été invité.

Mme Godin a fait remarquer que l'offre globale déposée vendredi auprès des Mohawks par le ministre

Ciaccia n'avait pas encore été refusée.

Le premier ministre tentera vraisemblablement d'en expliquer la teneur aux chefs des Premières Nations en leur demandant d'intercéder auprès de leurs frères mohawks de Kanesatake et de Kahnawake pour qu'ils l'acceptent.

Le ministre Ciaccia en appelait lui-même avant-hier aux leaders des autres communautés amérindiennes pour qu'ils l'aident à faire entendre raison aux insurgés.

M. Ciaccia soutient que Québec a respecté les exigences énoncées par les Mohawks pour une reprise des pourparlers en permettant la libre circulation de la nourriture, des chefs spirituels de la communauté indienne ainsi que des observateurs internationaux de part et d'autre des barricades.

Vendredi, le ministre a déposé une offre en sept points dans laquelle il proposait notamment de reprendre les négociations sur les questions territoriales avec le gouvernement fédéral et le retrait des forces policières contre le dépôt des armes par les Mohawks.

La plus grande partie de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres a par ailleurs encore une fois porté sur cette question, hier matin. Peu de choses en ont transpiré.

Seul le ministre de l'Éducation, responsable de la région d'Oka au cabinet et membre du comité de stratégie mis sur pied par le premier ministre au début de la crise, M. Claude Ryan, a daigné dire quelques mots aux journalistes.

Il a fait savoir que lui et ses confrères avaient discuté de certaines mesures pour atténuer les inconvénients subis par les citoyens de cette localité. La semaine dernière, le maire d'Oka, M. Jean Ouellette, avait demandé que Québec assume ses responsabilités.

« Il y a un certain nombre de mesures qui s'imposent et auxquelles le gouvernement est prêt à consentir », a-t-il déclaré à sa sortie de la réunion en refusant d'en révéler davantage avant de consulter les autorités locales à ce sujet.

« Je ne veux pas annoncer quelque chose, décidé à partir de Québec, sans avoir eu l'opinion de ceux qui connaissent le terrain », dit-il.

« Mais il faut que les gens d'Oka sachent que le gouvernement est très sensible à leurs réactions, a-t-il poursuivi. Je suis à l'écoute de leurs doléances, je respecte ce qu'ils disent même si je ne partage pas chacune des paroles que j'entends ».

◆ Rebelles

à un, de la télévision, pour déposer leurs armes en tas. Beaucoup n'étaient que des adolescents. Ils ont été conduits dans un camp militaire, près de Port of Spain.

Dans ce camp, un officier a déclaré à Reuter qu'ils s'étaient rendus sans condition et seraient poursuivis. Il a ajouté que le premier ministre A.N.R. Robinson, relâché mardi par les rebelles qui le retenaient en otage, était toujours à la tête du gouvernement.

Agé de 63 ans, Robinson a été blessé par balles aux jambes et brutalisé par les insurgés. Il a été hospitalisé. Le coup de force des rebelles, entamé vendredi soir, s'est soldé par une trentaine de morts, 300 blessés et une vague de pillages.

Les rebelles, membres du mouvement « Jamaat al-Muslimeen » et liés, dit-on, à la Libye, réclamaient de nouvelles élections d'ici trois mois, la démission de Robinson, et, pour eux, une amnistie.

Ils n'ont rien obtenu de tel, et on ignorait quelle raison précise les a

soudain poussés, hier, à cette reddition sans condition.

Un porte-parole du gouvernement, Gregory Shaw, cité par l'agence Caribbean News Agency (CANA), a déclaré qu'il n'était pas question de les laisser en liberté. Ils peuvent être inculpés de trahison, crime passible de la peine de mort.

Les treize derniers otages encore détenus au siège du Parlement ont été libérés en soirée, et les derniers rebelles se sont rendus, a annoncé le porte-parole du gouvernement.

Une certaine confusion avait régné pendant plusieurs heures durant l'après-midi, autour de la Maison Rouge, où un groupe de rebelles avait continué à retenir ses otages après qu'un deuxième groupe retranché à la station de télévision nationale eut libéré les siens et se fut rendu.

Cette situation s'était prolongée après l'annonce par le porte-parole gouvernemental de la fin des prises d'otages et de la reddition « sans condition » des rebelles.

L'armée et la police, restées loyales au gouvernement, ont durant cette crise déployé des centaines d'hommes autour des deux bâtiments occupés par les rebelles. Selon des sources gouvernementales, il y avait 15 otages dans le Parlement et environ 25 à la télévision.

Parmi les otages détenus au Parlement figuraient les ministres des Finances, de la Santé, de la Sécurité nationale, de la Jeunesse et du Développement social, ainsi que trois ministres d'État et sept parlementaires.

Le chef des rebelles, retranché dans le bâtiment de la télévision, avait demandé mardi à l'ancien président Jimmy Carter et au dirigeant noir américain Jesse Jackson de jouer les médiateurs.

◆ Ministres

les, les affinités idéologiques, le jugement politique et la capacité d'influence;

■ la source d'insatisfaction la plus fréquente vient du manque de leadership des hauts fonctionnaires. Beaucoup manifestent trop peu de goût pour la motivation et le contrôle du personnel. Ils sont mal à l'aise dans les relations de commandement et préfèrent le domaine de l'élaboration des politiques. Or, le ministre se sent lui-même peu d'attrait pour la gestion du ministère et soupçonnerait que son collaborateur s'en soucie davantage;

■ les tandem conflictuels se produisent surtout lorsque le ministre est inexpérimenté ou perçu comme un « junior »;

■ le ministre et le haut fonctionnaire ont un intérêt de carrière à s'entendre. Cet intérêt commun trouve son expression concrète dans la défense de leur ministère, base sur laquelle ils construisent leur solidarité;

■ le processus de nomination des hauts fonctionnaires — le ministre est vraiment consulté mais ne détermine pas le pouvoir de décider, qui relève du premier ministre — est propre à réduire le nombre de tandem conflictuels. C'est le meilleur procédé pour que le haut fonctionnaire à la fois convienne au ministre et s'intègre bien dans l'appareil gouvernemental.

De la série d'entrevues semi-directives, il ressort que 12 ministres sur 20 ont toujours été satisfaits de leurs sous-ministres, deux ont vécu deux cas d'insatisfaction et les six autres un seul.

Les ministres, pour la plupart, souhaitent que leurs sous-ministres n'aient de comptes à rendre qu'à eux seuls. Ils considèrent avec scepticisme les projets de réforme qui visent à ce que les sous-ministres ren-

dent des comptes au Conseil du Trésor, au Conseil exécutif ou au Parlement.

« Le ministre est parfaitement capable d'évaluer son sous-ministre lui-même », résume un ancien ministre péquiste. L'allégeance exclusive et personnalisée du sous-ministre à son ministre est cependant un idéal que les ministres sont résignés à ne pas atteindre complètement. Ils savent bien qu'un tandem est souvent de courte durée — en tout, 140 tandems se sont succédés à la tête des ministères pendant les neuf années péquistes, pour une durée moyenne de 16 mois — et que le sous-ministre pense d'abord à sa propre carrière, laquelle dépend du secrétaire général dans une large mesure.

Le sous-ministre doit par ailleurs être un leader suffisamment fort, sûr de son emprise sur le ministère, pour collaborer sans crainte avec le cabinet du ministre, et ne pas s'inquiéter si le ministre confie des dossiers à des membres du cabinet. Le chef de cabinet est le troisième personnage dans le ministère, et le sous-ministre doit apparaître à en tirer le meilleur parti : « Ces trois personnes doivent vivre ensemble, se parler tous les jours; les moindres petits détails doivent être mis sur la table ». Le ministre se voit comme l'arbitre, celui qui empêche les empiètements de part et d'autre. Un sous-ministre capable de jouer franc jeu dans ce ménage à trois sera apprécié, notent M.M. Bourgeois et Dion.

En général, les ministres souhaitent aussi que leurs sous-ministres partagent leurs orientations avec enthousiasme. Ils ne détestent rien de plus que l'indifférence sous couvert de neutralité. Mais affinité idéologique ne veut pas dire forcément adhésion au parti. Le ministre demande une sympathie compréhensive envers ses contraintes d'élu. À l'occasion, il appréciera quelques coups de pouce de la part du sous-ministre, comme accélérer le traitement d'un dossier qui concerne une région que le ministre doit visiter.

Du côté des reproches, celui qui est le plus souvent formulé veut que le sous-ministre privilégie trop ce que le ministre aime faire — la conception des politiques — et néglige ce pour quoi le ministre se sent peu de goût — la gestion. Les ministres voudraient moins de concepteurs de grandes politiques, moins de « ministres bis », et plus de gestionnaires de choc.

Dans les dix cas d'échec de tandem, la politique partisane n'a pas été la cause de la discorde. Les différends qui ont troublé la relation entre ces ministres et leurs collaborateurs n'étaient pas de nature partisane. Aucun ministre péquiste n'a accusé son sous-ministre d'avoir été à la solde de l'opposition. Plusieurs ministres ont confié en entrevue aux deux auteurs qu'ils préféreraient avoir comme sous-ministre un haut fonctionnaire de carrière, sans allégeance précise, plutôt qu'un militant trop familier avec les autres ministres et qui aurait ses propres entrées au bureau du premier ministre.

2 août

par la PC et l'AP

1989: le ministre fédéral des Conso-mmateurs et des Sociétés, Bernard Valcourt, démissionne du cabinet après avoir été reconnu coupable de conduite en état d'ébriété.
1987: Jaime Ferrer, tué par un bandit armé, devient le premier membre d'un cabinet des Philippines à être assassiné.
1985: un accident d'avion fait 135 morts à Dallas-Fort Worth.